

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate



Réforme de la PAC : Citoyens, faisons-nous entendre ! Le statu quo n'est pas acceptable !

Nous voulons des systèmes alimentaires durables et résilients, pas une défense d'intérêts catégoriels

La Convention Agricole et Rurale (ARC2020), alliance d'organisations et de réseaux de la société civile,¹ en appelle aujourd'hui aux citoyens d'Europe pour que se poursuive leur lutte en vue de façonner une Politique agricole commune vraiment durable, à l'heure où des intérêts catégoriels menacent de saper cette opportunité unique de changer positivement la manière dont nous mangeons et produisons notre alimentation, dont nous consommons les ressources naturelles et utilisons les deniers public, tout en garantissant des revenus justes et des régions agricoles économiquement viables.

Dans sa réaction aux propositions législatives qui doivent reconfigurer la nouvelle Politique agricole commune (PAC), l'ARC salue la reconnaissance par la Commission européenne des graves défis du changement climatique et de la pression de plus en plus importante exercée sur les ressources du monde. L'ARC a cependant la conviction, notamment suite à l'intervention des Etats membres, que ces propositions ne sont pas porteuses d'une vision, d'une stratégie et d'intentions concrètes de parvenir à une politique alimentaire et agricole véritablement durable. Elles ne répondent pas non plus aux aspirations exprimées par les citoyens européens, comme l'illustrent les résultats de l'enquête de l'Eurobaromètre publiés récemment.²

Nat Page déclarait au nom d'ARC :

« Le court terme et les intérêts particuliers ne doivent pas émousser la vision d'un avenir véritablement durable et équitable. Le statu quo mène l'Europe sur une voie dangereuse, en consommant en excès les ressources naturelles du monde tout en portant gravement préjudice à l'environnement, alors que le tissu socio-économique des zones rurales poursuivrait son déclin. Nous, et les organisations rassemblées au sein de notre alliance, allons continuer à mobiliser les citoyens européens pour qu'ils multiplient les pressions sur leurs élus en vue de mettre en œuvre une réforme significative. »

Selon l'ARC, la transition progressive d'une agriculture et d'une alimentation industrialisées et centralisées vers une agriculture durable devrait s'opérer au cours de la future période de programmation, partout, et vers des modes de production et de consommation régionale diversifiés. Nous nous réjouissons de l'intention de la Commission d'opter pour une production alimentaire locale, qui utilise efficacement les ressources et qui repose sur

des agroécosystèmes résilients au changement climatique. Mais les propositions ne traitent pas encore de la dépendance massive à l'égard des combustibles fossiles et de l'alimentation animale importée. Les propositions devraient « écologiser » la PAC alors qu'en l'état, elles n'encouragent pas le glissement vers des méthodes agricoles véritablement durables, telles qu'une rotation substantielle des cultures, incluant des légumineuses, qui peuvent - par ailleurs - augmenter les revenus des agriculteurs.³ Elles ne sont pas suffisamment concrètes pour engager de l'UE à stopper l'érosion de la biodiversité. Et plutôt que de proposer des mesures de marché pour assurer aux agriculteurs et aux consommateurs des prix équitables, elles envisagent des dispositifs d'assurance qui ne feront qu'enrichir les assureurs et le système financier, et pousser plus encore à la hausse les coûts de production pour les agriculteurs.

Concernant les propositions de développement rural, l'ARC salue l'introduction de stratégies de développement local incluant des financements multiples, provenant de différents fonds de l'UE. Cependant, les propositions font l'impasse sur la sur la renaissance économique, sociale et environnementale des zones rurales, que nous avons appelée de nos vœux en novembre dernier. Les mesures de développement rural ne donnent pas un élan suffisamment fort au développement rural au sens large. Elles ne permettent pas un soutien efficace suffisant pour subvenir aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables en milieu rural, et pour contribuer à la vitalité sociale des communautés qui se nourrissent d'une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance.

Il est bien décevant de constater que les propositions n'abordent pas les impacts nuisibles de la PAC sur la sécurité alimentaire mondiale, sur le développement et la gestion des ressources, et maintiennent leur appui à des stratégies d'exportations industrielles, non durables, qui sont tributaires d'importations à bas prix de produits de base agricoles.

L'ARC lance donc un appel aux populations d'Europe, aux contribuables, consommateurs ou producteurs européens, pour qu'elles revendiquent une PAC bien plus audacieuse et visionnaire.

FIN

Notes aux Rédacteurs

¹ ARC, la Convention agricole et rurale 2020, a été créée au début de 2010. Il s'agit d'une plateforme qui doit permettre aux citoyens concernés et à leurs organisations de défendre une réforme durable des politiques agricole et de développement rural communautaires. Au sein de cette plateforme, sont activement engagées un vaste éventail d'organisations de la société civile au niveau européen, national, régional et local. Elles représentent une large palette d'intérêts, dont des défenseurs des droits de l'homme, des agriculteurs, des consommateurs, des communautés rurales, des défenseurs de la protection de la nature, du patrimoine culturel, du bien-être des animaux, des minorités, de la santé publique et de l'alimentation biologique. www.arc2020.eu

²

Eurobaromètre spécial 327 (Sept. 2011) - Que pensent les Européens de l'agriculture et de la PAC ?

http://ec.europa.eu/agriculture/survey/index_en.htm

- près de la moitié des citoyens de l'UE (47%) sont favorables au plafonnement des subsides ;
- seuls 10% des personnes interrogées estiment que les versements ne doivent pas être assortis de conditions environnementales alors qu'ils sont 58% à être convaincus du contraire dans l'ensemble de l'UE ;
- 90% des personnes interrogées pensent que l'achat de produits locaux est bénéfique et que l'UE devrait aider à en promouvoir la disponibilité ;
- 65% des personnes interrogées estiment avantageux l'achat de produits de montagne.

Eurobaromètre spécial 372 (Oct. 2011) – Le changement climatique :

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_300_full_en.pdf

- Le changement climatique demeure une préoccupation clé du public européen, et elle a gagné en importance en regard de la dernière enquête réalisée en 2009.
- Un peu plus de la moitié (51%) des personnes interrogées considèrent le changement climatique comme un des problèmes mondiaux les plus graves (20% estiment même qu'il s'agit du seul problème dont la gravité est de cette ampleur). Dans l'ensemble, il est perçu comme étant le deuxième problème en ordre d'importance que connaît le monde, après la pauvreté, la faim et le manque d'eau potable, mais avant la situation économique.
- 89% estiment que le changement climatique est un problème grave, 68% l'estiment très grave (en regard de 64% en 2009). Sur une échelle de 1 à 10, les Européens accordent à la gravité du changement climatique la note de 7,4 (contre 7,1 en 2009).

Eurobaromètre spécial 365 (Juin 2011) - Attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'environnement :

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_365_pres_en.pdf

- A la question posée de faire le choix de cinq problèmes qui préoccupent les personnes interrogées, les réponses ont été : la pollution aquatique (41%), la pollution atmosphérique (36%), le changement climatique (34%), les impacts des substances chimiques sur la santé (34%), l'épuisement des ressources naturelles (33%), la pollution agricole (pesticides, engrais etc.) (25%), la perte de biodiversité (22%), les OGM (19%), les habitudes de consommation (19%).
- 76% des répondants reconnaissent que les problèmes environnementaux affectent directement leur vie de tous les jours.
- Les grands pollueurs (entreprises et industrie) devraient être tenus responsables de la protection de l'environnement (91% y souscrivent).

³ Rompre la dépendance des agriculteurs à l'égard d'intrants onéreux tels que les engrais synthétiques, les pesticides, le soja et les carburants peut augmenter les marges bénéficiaires tout en valorisant l'humus engendré par l'engrais naturel, et la rotation des cultures qui enrichissent la fertilité des sols et accroissent la résilience aux sécheresses et inondations.